

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

FIBREZ SANS FRAIS

EN AVRIL L'INSTALLATION ET LA BOX FIBRE SONT A 0 FCFA

8866 www.canalbox.tg

Cost de l'essai : 30 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.



Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



1ÈRE ÉDITION DU FOMAF MONÉTIQUE

L'événement se tiendra du 08 au 11 juillet prochain au Maroc

Page 3

FOMAF
monétaire
EDITION 2024



Renforcer le développement économique

La RDC capitalise sur son partenariat avec le FMI

P.6

RÉFORMES

73,6% de taux de réalisation à fin décembre 2023



Page 4

REPRISE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La croissance devrait atteindre 3,4% en 2024 et 3,8% en 2025, selon la BM

Page 2

BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest



Voltic
ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,
Buvez l'eau minérale naturelle VOLTIC!



CAF COUNTRIES OF THE WORLD

Ne dites plus non, dites Voltic!

SAFER

Apprêter sa juste monnaie avant un poste de péage, c'est favoriser un franchissement fluide et rapide.



Reprise économique en Afrique subsaharienne

La croissance devrait atteindre 3,4% en 2024 et 3,8% en 2025, selon la BM

Après une période difficile marquée par la pandémie de COVID-19, l'Afrique subsaharienne se redresse progressivement sur le plan économique. Selon les projections de la Banque mondiale dans son dernier rapport sur l'économie en Afrique, Africa's Pulse, la région devrait enregistrer une croissance de 3,4 % en 2024, suivie d'une augmentation à 3,8 % en 2025. Cette reprise, bien que modeste, est encourageante et repose en grande partie sur la hausse de la consommation privée et la diminution de l'inflation.

Joël JAY

L'inflation, bien que toujours élevée, devrait baisser de manière significative, passant de 7,1 % en 2023 à 5,1 % en 2024 en moyenne. Cette diminution devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages, contribuant ainsi à la croissance économique. Cependant, la région continue de faire face à des défis liés à la dette publique, avec de nombreux gouvernements confrontés à des problèmes de liquidités extérieures et d'endettement insoutenable. Dans ce contexte, le Togo se démarque avec des perspectives économiques plus positives. Bien que le taux de croissance devrait ralentir légèrement en 2024 pour atteindre 5,1 %, cela s'explique par les efforts d'assainissement budgétaire et la faiblesse de la demande extérieure. De plus, les autorités publiques espèrent une poursuite de la tendance baissière de l'inflation, passant de 5,3 % l'an dernier à 2,7 % cette année.

Perspectives et défis

à relever

Malgré ce rebond économique, la reprise reste fragile et confrontée à plusieurs défis. Les taux d'intérêt mondiaux élevés et les tensions géopolitiques peuvent freiner les investissements privés, tandis que les contraintes budgétaires limitent la croissance de la consommation gouvernementale. De plus, les conflits et la violence croissants dans la région continuent de peser sur l'activité économique.

Pour soutenir cette reprise et garantir une croissance économique durable, des réformes structurelles sont nécessaires. Une gestion prudente de l'inflation et de la dette publique, ainsi que des politiques visant à promouvoir l'investissement et la diversification économique, seront essentielles pour stimuler la croissance à long terme en Afrique subsaharienne.

Bien que la reprise économique en Afrique subsaharienne soit encourageante, elle nécessite une action politique concertée et des réformes structurelles pour garantir une croissance éco-

nomique durable et inclusive. Le Togo, avec ses perspectives plus positives, peut servir d'exemple de la manière dont des politiques économiques prudentes peuvent contribuer à stimuler la croissance dans la région.

Aborder les inégalités structurelles pour une croissance durable et inclusive

Outre les défis économiques immédiats, l'Afrique subsaharienne est confrontée à des inégalités structurelles profondes qui entravent sa croissance économique et sa capacité à réduire la pauvreté. Ces inégalités, présentes à chaque étape du cycle économique, nécessitent une réponse politique ciblée et holistique pour garantir une croissance durable et inclusive.

L'accès inégal à l'éducation et à d'autres services de base crée des disparités dès le stade pré-marché, lorsque les individus développent leurs capacités productives. Ces disparités sont particulièrement prononcées dans les pays riches en ressources, où l'emplacement de naissance

peut déterminer largement les opportunités futures. Pour surmonter ces inégalités pré-marché, des investissements massifs dans l'éducation et les services de base sont essentiels, ainsi que des politiques visant à garantir un accès équitable à ces services pour tous les citoyens, indépendamment de leur lieu de naissance ou de leur statut socio-économique.

Sur les marchés, les distorsions institutionnelles et les frictions économiques limitent l'accès de certains groupes à des opportunités productives, ce qui contribue à perpétuer les inégalités. Les contraintes de crédit généralisées, les marchés segmentés et les frictions sur le marché du travail entravent la croissance des entreprises et des revenus, creusant davantage le fossé entre les riches et les pauvres. Pour remédier à ces inégalités en marché, des réformes économiques sont nécessaires pour promouvoir la concurrence, éliminer les distorsions et renforcer l'accès équitable aux opportunités économiques pour tous les citoyens.

Bien que les politiques fiscales et sociales puissent contribuer à réduire les inégalités, leur impact est limité en Afrique subsaharienne. Les impôts, les transferts et les subventions peuvent réduire l'inégalité, mais ne parviennent souvent pas à réduire la pauvreté, car les

pauvres paient souvent plus d'impôts qu'ils ne reçoivent de prestations. Pour garantir des politiques fiscales et sociales efficaces, une réforme profonde est nécessaire pour rendre ces politiques plus progressistes et mieux ciblées, afin de garantir que les plus démunis bénéficient réellement de leur impact.

Réponses politiques nécessaires

Pour aborder ces inégalités structurelles et promouvoir une croissance économique durable et inclusive, des réponses politiques audacieuses et transformantes sont nécessaires. Cela comprend des investissements massifs dans l'éducation et les services de base, des réformes économiques visant à éliminer les distorsions et les frictions sur les marchés, ainsi que des politiques fiscales et sociales plus progressistes et mieux ciblées.

L'Afrique subsaharienne est confrontée à des défis économiques et sociaux complexes qui exigent une réponse politique concertée et holistique. En abordant les inégalités structurelles à chaque étape du cycle économique, la région peut réaliser son potentiel de croissance économique durable et inclusive, garantissant ainsi un avenir meilleur pour tous ses citoyens.

superamco!
Les courses faciles

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

1ère édition du FOMAF monétique

L'événement se tiendra du 08 au 11 juillet prochain au Maroc

Dans l'optique de contribuer au renforcement des capacités des acteurs du secteur financier en général et de la monétique en particulier, GCS Group & FINACARDS organisent du 08 au 11 juillet 2024, la première édition du FOMAF monétique. Cette édition est placée sous le parrainage des Groupements d'Intérêt Economique sous-régionaux (GIMAC et GIM UEMOA), avec pour pays hôte le Maroc.

Bernard AFAWOUBO

Axé autour du thème « Monétique et l'inclusion financière en Afrique », le FOMAF Monétique se veut une plateforme d'échanges et des sessions de formation du 08 au 11 avril prochain à Tanger.

Cette première édition du FOMAF monétique ambitionne de promouvoir et vulgariser les solutions techniques et technologiques dans le secteur, pour une réelle intégration financière.

Né de la volonté d'équiper les principaux acteurs du marché financier par le renforcement des capacités à travers des outils concrets et une mise à niveau efficiente dans un domaine en perpétuel mouvement, le Forum sur le Marché Financier en Afrique (FOMAF), est une plateforme inclusive de réflexion, de formation et de partage mise à disposition des acteurs qui constituent l'écosystème du marché financier dont la mission principale est d'informer, de capaciter les parties prenantes et catalyser les actions dans le secteur financier suivant l'évolution du marché.

Il sera question au cours de cette première édition de renforcer les capacités des principaux acteurs locaux ; de promouvoir les solutions et innovation technologiques ; de vulgariser les politiques

des institutions sous-régionales et favoriser l'intégration ; d'améliorer le taux de bancarisation et de l'inclusion financière ; et de valoriser les « best practices » des acteurs.

Outre le thème principal, plusieurs sous-thèmes vont meubler cette rencontre de quatre jours notamment les généralités monétiques ; nouvelles tendances dans le monde du paiement ; L'inclusion financière (Ex : Evolution d'un pays, cas du Maroc) ; Introduction à la norme EMV ; Processing ; et Tokenisation. Plusieurs résultats sont attendus à cette rencontre de haut niveau notamment la mise en avant des plans d'action des régulateurs et du savoir-faire des entreprises et autres parties prenantes ; formations spécifiques dispensées et capacitation d'une centaine d'acteurs clés du secteur par le régulateur et les partenaires technologiques ; Croissance du taux de bancarisation et meilleure inclusion financière ; Conclusion de partenariat multiforme entre les parties prenantes, et valorisation de la préférence africaine ; Échange et présentation des bonnes pratiques, distinction des acteurs.

Cette rencontre de quatre jours réunira des décideurs, managers, entrepreneurs ; Investisseurs ; Start up ; Banques ; Institutions financières ; Institutions culturelles ; Ministère des finances

; Autorités gouvernementales ; Assurances ; Partenaires techniques, technologique, financiers internationaux ; Organisations patronales nationales ; Multinationales ; Écoles de formation et Universités ; Chercheurs ; Experts ; Media ; Grand public et bien d'autres.

Cette rencontre permettra aux participants d'exposer son potentiel commercial, et innovations technologiques ; se positionner au cœur d'un événement qui réunit l'écosystème financier, afin de promouvoir son savoir-faire et booster votre notoriété ; de rencontrer de nouveaux partenaires d'affaires et s'ouvrir à un réseau plus vaste ; soutenir l'impulsion d'une plateforme qui prend à cœur le développement économique des Etats par une véritable inclusion financière.

A propos de GCS Group

Global Consulting & Services Group (GCS Group) est un cabinet spécialisé dans l'accompagnement stratégique en conseils et services

des entreprises selon leur secteur d'activités.

Nous œuvrons comme un acteur majeur contribuant au développement des écosystèmes dans lesquels nous nous déployons, pour accroître la performance opérationnelle des entités et les accompagner dans leurs transformations.

Notre mission est d'impacter le monde des affaires par des solutions adaptées et concrètes à sa transformation.

Notre vision est d'être un acteur au développement durable des économies africaines.

A propos de FINACARDS

FINACARDS est spécialisée dans la fourniture et la personnalisation de cartes pour tous les secteurs, financiers, gouvernementaux et privés au Maroc et en Afrique. FINACARDS vous accompagne durant tout le processus de l'émission de vos programmes et vos produits de cartes, depuis l'idée du projet jusqu'à l'utilisation par le client final. Grâce à

ses agréments de Sécurité Visa, MasterCard, PCI SSC, GIM-UEMOA et GIMAC ainsi qu'à la confiance de Grandes Banques et Institutions au Maroc et en Afrique, FINACARDS se positionne comme un partenaire de référence dans le marché de la monétique.

Soucieux d'apporter un service global de qualité, FINACARDS a été certifiée Card Quality Management de MasterCard en 2015.

NOTRE SPECIALISATION
Fourniture et personnalisation des cartes à puces Contact et sans Contact ; Fourniture de systèmes et de services dédiés à la personnalisation de cartes ; Conditionnement et packaging des cartes et courriers correspondants et Gestion de la fidélité.

NOS ATOUTS
Qualité des produits et services assurée ; Accompagnement personnalisé ; Veille technologique assurée ; Des experts spécialisés dans le domaine de la monétique à votre disposition.



L'Information continue sur:
www.ecoetfinances.com

À vendre

A la Caisse

- Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
- Une villa sur 1280 m2 en

- angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle
- Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

- Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2

- cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;
- Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global
- Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Réformes

73,6% de taux de réalisation à fin décembre 2023

Le Secrétaire Général du Ministère de l'économie et des finances, Kpowbié Tchasso AKAYA, a présidé le 05 avril dernier, au nom du ministre de l'économie et des finances, la revue nationale de mise en œuvre des réformes au titre de l'année 2023 dans les ministères et institutions de l'Etat. Il en ressort que les résultats au titre de l'année 2023 montrent un taux d'exécution physique de 73,6% et un taux d'exécution financière de 61,9%.

Bernard AFAWOUBO

Après la tenue des quatre sessions des réunions trimestrielles de suivi des réformes de l'année 2023, intervient la revue nationale de mise en œuvre des réformes au titre de l'année 2023 dans les ministères et institutions de l'Etat. Cette revue a pour objectif principal de faire le point des réalisations des réformes dans les départements ministériels et institutions de l'Etat au cours de l'année 2023.

Les objectifs spécifiques étaient

d'évaluer la mise en œuvre des plans de travail et budget annuel (PTBA 2023) des réformes, d'identifier les contraintes éventuelles et de proposer des approches de solutions.

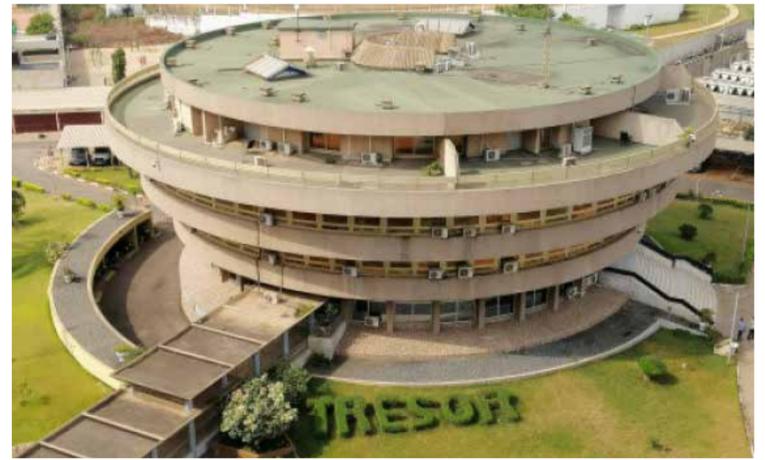
Plus de cent participants provenant des représentants des départements ministériels et des institutions de l'Etat, du secteur privé, des organisations de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers ont pris part à cette revue.

Au cours des travaux, Kossi Ababio APELY de la Division du suivi des réformes et des relations avec l'Union

européenne au Secrétariat Permanent (SP-PRPF), a fait une présentation sur l'état de mise en œuvre des réformes prioritaires de la feuille de route, des réformes de la gestion des finances publiques et des réformes au niveau sectoriel.

Les résultats au titre de l'année 2023 montrent un taux d'exécution physique de 73,6% et un taux d'exécution financière de 61,9%. Les participants ont pris connaissance des défis en matière des réformes et des approches de solutions sont envisagées.

A l'issue des travaux de cette



revue, les participants ont fait des apports pour améliorer le rapport provisoire faisant l'état d'avancement des réformes en 2023.

Les points d'échanges ont porté, entre autres, sur le processus en cours pour la mise en place de la tenue de comptabilité matière ; l'opérationnalisation de l'observatoire de la qualité des services financiers qui aura pour

mission principale de s'assurer de la conformité du coût et de la qualité des services rendus aux citoyens par les acteurs du secteur bancaire et des assurances ; le renforcement du suivi des entreprises publiques.

Les participants ont également reçu des éclaircissements sur certaines réformes et ont proposé des pistes d'amélioration dans la conduite des réformes.

Automobile

Des camions Faw Trucks sur le marché togolais

Le concessionnaire officiel agréé de Faw Jiefang au Togo et au Bénin, Togo Best Motor Sarl (TBM), a présenté ces camions, deux types au total, ce samedi 13 avril 2024 au public togolais. Les produits lancés ont un bon rapport qualité-prix.

Anissatou AFFO

La plus ancienne marque chinoise de camions, Faw Trucks, met sur le marché togolais des véhicules adaptés aux infrastructures routières existantes. Deux types d'engins ont été présentés à savoir « le camion tracteur » et « le camion benne » de Faw Trucks. Le tracteur, destiné au transport

de la logistique, des produits généraux, en mode 6x4, est vendu à 35 millions de francs CFA tandis que la benne, qui fait le transport de sable et de gravier entre autres présente deux versions que sont le 6x4 et le 8x4 la benne, sont respectivement commercialisés à 40 millions et à 45 millions.

Selon le directeur général de TBM, Yang Li, ces engins sont spécialement conçus pour le

marché togolais.

« On ne s'est pas précipités pour mettre ces engins sur le marché togolais. On a fait des études notamment en 2018 et 2019, en Côte d'Ivoire et au Ghana où nous avons découvert les réalités permettant d'adapter notre technologie aux conditions des rues et climatiques, etc. Ceci dit, ce modèle qui est sorti en 2020 est commercialisé uniquement en Afrique occidentale », a-t-il expliqué.

En termes de carburant, Yang Li, le directeur général de TBM a également affirmé qu'un système a été conçu pour réduire considérablement la consom-

mation de gas-oil.

« La consommation de gas-oil est le nerf de la guerre en transport. Pour ce faire nous avons le système conçu par Faw Trucks spécialement pour réduire la consommation de gas-oil. C'est d'ailleurs un détail vraiment très approfondi techniquement que nous ne pourrions pas vous dévoiler à long et à large actuellement. Mais notez quand même que nous avons la meilleure technologie de la Chine en matière de consommation de gas-oil », a indiqué Yang Li.

La société TBM qui, ne se contente pas seulement de vendre des véhicules mais assure également le service après

vente, érige son premier centre de vente et de service à PIA annexe, Lomé-Togo. Le magasin est dans la vente de véhicules, affichages d'images, services de maintenance après-vente et espaces fonctionnels de bureau et de vie.

« Notre politique de garantie des véhicules est meilleure que celle des véhicules concurrents, notre centre de service et notre station-service sont dotés de techniciens expérimentés. Le stock de pièces de rechange est également très conséquent », a rassuré Yang Li.

Commerce

La population de Kpélé soulagée

La construction de marchés modernes est l'une des initiatives du Togo dans son vaste processus de création de richesse, de promotion de produits locaux et d'amélioration des conditions de vie des habitants. La joie gagne les cœurs un peu partout.

Patience SALLAH

Des marchés sont conçus pour offrir un espace commercial sûr, propre et bien organisé. Ils sont en phase avec les besoins des vendeurs et des acheteurs. Ce sont des infrastructures qui contribuent au développement écono-

mique local.

Un nouveau marché moderne a été provisoirement réceptionné en février 2024 dans la commune de Kpélé 2. Les travaux ont été réalisés dans le cadre du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (Psmico).

Financés par l'État et pilo-

tés par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), ils coûtent globalement 1,5 milliard de francs CFA.

L'ouvrage marchand est composé des hangars de type cantonal, des magasins de stockage, des abris pour les bétails et les volailles, des ouvrages connexes comme un forage photovoltaïque, un dépôt pour maintenir l'espace propre et salubre.

Le gouvernement indique que la construction de ce marché est née de l'ambition d'améliorer les conditions de

travail des commerçants, de faciliter le flux commercial et plus encore de limiter le risque des accidents souvent provoqués par la fragilité des hangars de fortune.

En novembre 2023, toujours grâce au Psmico, des marchés avaient été réceptionnés dans les localités Afagnan et Glidji. Le projet accompagne le processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio-collectives pour satisfaire les besoins des communautés à la base.

Ses réalisations sont marquantes. On estime que sur

la période 2011-2021, le Psmico a permis de construire et de réhabiliter 550 salles de classe ainsi que 465 hangars de marché, sans oublier 113 forages construits au profit des populations.

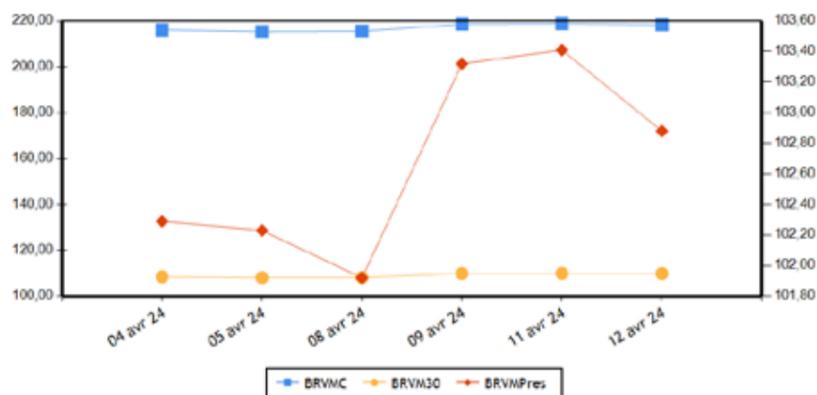
Aussi, 204 infrastructures d'assainissement ont vu le jour en son nom. Il a facilité la création de plusieurs maisons de jeunes, fait élaborer 732 plans d'action villageois. Le financement engagé sur la période est de 21,4 milliards de francs CFA.

BRVM COMPOSITE	218,34
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	1,96 %

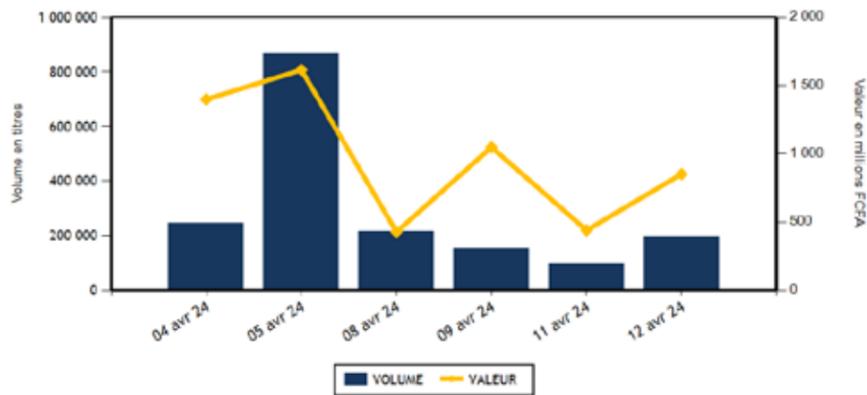
BRVM 30	109,91
Variation Jour	-0,06 %
Variation annuelle	1,91 %

BRVM PRESTIGE	102,88
Variation Jour	-0,51 %
Variation annuelle	1,39 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 122 676 502 501	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	184 668	93,97 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	726 989 413	66,77 %
Nombre de titres transigés	40	-2,44 %
Nombre de titres en hausse	11	-8,33 %
Nombre de titres en baisse	13	18,18 %
Nombre de titres inchangés	16	-11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 256 452 444 615	0,03 %
Volume échangé	12 672	2 351,06 %
Valeur transigée (FCFA)	123 663 639	3 706,34 %
Nombre de titres transigés	8	166,67 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	150,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	800	7,38 %	-11,11 %
BOLLORE (SDSC)	1 650	3,13 %	22,22 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	17 900	2,29 %	11,53 %
SICABLE CI (CABC)	1 120	1,82 %	0,90 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 695	1,79 %	-5,08 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 355	-7,47 %	0,21 %
BICI CI (BICC)	7 000	-5,41 %	-6,54 %
SOGB CI (SOGC)	3 600	-4,51 %	10,09 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 300	-4,17 %	0,88 %
TOTAL SN (TTLS)	2 450	-3,92 %	-2,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,88	-0,51 %	1,39 %	27 746	129 381 575	7,01
BRVM-PRINCIPAL	36	104,58	-0,28 %	0,60 %	156 922	597 607 838	12,23

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,81	-0,28 %	1,76 %	6 471	37 463 035	39,31
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	543,43	-0,19 %	2,25 %	29 936	94 613 290	8,25
BRVM - FINANCES	15	87,62	-0,03 %	1,39 %	114 590	537 530 088	5,94
BRVM - TRANSPORT	2	402,56	3,05 %	21,63 %	27 635	43 470 510	8,94
BRVM - AGRICULTURE	5	173,04	-3,13 %	7,11 %	2 908	8 418 565	8,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	319,67	-0,46 %	-2,60 %	3 109	5 478 725	11,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	987,11	7,38 %	-11,11 %	19	15 200	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,78
Taux de rendement moyen du marché	8,22
Taux de rentabilité moyen du marché	8,92
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	139
Volume moyen annuel par séance	329 639,00
Valeur moyenne annuelle par séance	893 648 073,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,00
Ratio moyen de satisfaction	13,77
Ratio moyen de tendance	196,61
Ratio moyen de couverture	50,86
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,47
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Renforcer le développement économique

La RDC capitalise sur son partenariat avec le FMI

Nicolas Kazadi, ministre congolais des Finances, lors d'une intervention sur Radio Top Congo, a évoqué les bénéfices significatifs du partenariat entre la RDC et les institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Il souligne l'importance de ce soutien pour les pays en développement désireux de progresser et de renforcer leur autonomie économique.

Le ministre a clarifié que le rôle de ces institutions n'est pas de développer les pays, mais plutôt de fournir les outils et le soutien nécessaires pour que ces derniers puissent se développer par eux-mêmes. « Tous les pays qui ont su utiliser efficacement ces institutions ont connu des progrès remarquables et ont atteint un degré d'indépendance économique significatif », a-t-il déclaré.

Kazadi a insisté sur le fait que

le partenariat avec le FMI et la Banque mondiale est crucial pour la RDC, qui, malgré ses vastes potentiels, reste économiquement fragile. Il a souligné que les aides financières et les appuis budgétaires de ces institutions sont essentiels non seulement pour la gestion fiscale mais aussi pour le développement du capital humain, les dépenses sociales, les investissements et la protection de l'environnement.

Concernant les budgets alloués

à des événements internationaux tels que la Francophonie, le ministre a expliqué que les allocations budgétaires initiales avaient largement été dépassées, passant de 70 millions à plus de 300 millions de dollars. Cela a nécessité de réajuster d'autres postes de dépense, illustrant les défis de gestion de la trésorerie et la flexibilité nécessaire pour répondre aux priorités changeantes.

« Ce n'est pas une question de restrictions, mais de réajuste-



ment des priorités selon les circonstances », a précisé Kazadi, en mettant en avant l'importance d'une gestion budgétaire prudente et orientée selon les besoins immédiats et à long terme du pays.

Ce dialogue continu avec le FMI et d'autres partenaires in-

ternationaux est décisif pour que la RDC puisse naviguer efficacement à travers les défis économiques actuels et futurs, tout en posant les bases d'un développement durable et autonome.

actualite.cd

Égypte

L'exécutif souhaite augmenter les exportations alimentaires à 100 milliards USD par an

Afin de permettre à l'Égypte d'économiser des devises fortes, sachant que les pays arabes sont en tête de liste des pays importateurs d'aliments manufacturés, l'union générale des travailleurs des industries alimentaires égyptiennes est en voie de rendre public une stratégie en faveur de cette ambition. Cette initiative est par ailleurs annoncée alors que le secteur de l'industrie alimentaire a pu atteindre 5,1 milliards de dollars au cours de l'année 2023, contre environ 4,5 milliards de dollars en 2022, malgré le fardeau économique.

Pour augmenter les exportations alimentaires égyptiennes à 100 milliards de dollars par an, l'union générale des travailleurs des industries alimentaires, dirigée par Khaled Aish, vice-président du Syndicat des travailleurs et membre du Sénat, a achevé la préparation de la première version d'une stratégie en faveur de cette augmentation. Cette initiative est par ailleurs annoncée

alors que le secteur de l'industrie alimentaire a pu atteindre 5,1 milliards de dollars au cours de l'année 2023, contre environ 4,5 milliards de dollars en 2022, malgré le fardeau économique.

« Si l'Égypte domine les exportations internationales c'est tout d'abord en raison du programme de subvention à l'exportation mise en place par le président et qui prévoit des remboursements

d'impôt pour les exportateurs. Deuxièmement le mécanisme rigoureux de contrôle de la qualité basé sur les normes internationales nous a aidé à ouvrir de nouveaux marchés »

Hady Selim, Directeur marketing fresh agro for Exports company

Pour le cas d'espèce, les exportations des fruits égyptiennes vers l'Union européenne (UE) ont atteint en 2023 leur niveau

le plus élevé depuis au moins trois ans. Selon EastFruit, les exportateurs égyptiens de fruits frais visant le marché de l'UE ont presque doublé leur volume d'exportation, atteignant pour la première fois plus d'un demi-million de tonnes. Les plus notables étaient les mandarines (21 000 tonnes), les citrons (7 600 tonnes), la mangue et la goyave (3 000 tonnes), les fraises (2 500 tonnes), les pastèques (1 400 tonnes) et les pomelos (1 200 tonnes).

« En 2023, les exportations totales s'élevaient à 40 milliards de dollars ce qui représente environ la moitié des recettes en devise de l'État. Les exportations agricoles comptent pour

10 pourcent des exportations totales tandis que les agrumes représentent 30% des exportations agricoles »

Samah Ali, Economiste
Selon les autorités égyptiennes une fois cet exploit atteint, cela permettra d'économiser des devises fortes, sachant que les pays arabes sont en tête de liste des pays importateurs d'aliments manufacturés égyptiens au cours de l'année 2023 avec une valeur de 2,7 milliards de dollars, soit l'équivalent de 54 % des exportations alimentaires totales, en particulier le Soudan, qui occupe la première place parmi les importateurs.

africa24tv.com

Transformation des systèmes agricoles dans les zones rurales du Rwanda

Face au climat, la BEI octroie 100 M€ pour l'agriculture durable au Rwanda

Lever les freins de l'accès au financement agricole. C'est l'objectif de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de Bank of Kigali qui ont signé récemment un partenariat de 100 millions d'euros pour faciliter la mise en œuvre des projets axés sur l'agroécologie au Rwanda.

La Banque européenne d'investissement (BEI) octroie 100 millions d'euros à la Bank of Kigali pour la transformation des systèmes agricoles dans les zones rurales du Rwanda. Le financement sera réparti progressivement

entre les start-up de l'agritech et aux industries de l'agroalimentaire qui peinent souvent à trouver des crédits auprès des institutions financières.

L'enveloppe européenne leur permettra de « mieux se préparer à des conditions mé-

téorologiques extrêmes, à la multiplication des périodes de sécheresse et à l'intensification des précipitations qui ont des incidences économiques, sociales et commerciales » dans ce pays d'Afrique de l'Est, indique la BEI.

L'objectif à terme est le développement des chaînes de valeurs inclusives et résilientes notamment dans l'horticulture et l'aquaculture pour garantir la sécurité alimentaire des 14 millions de Rwandais. L'Al-

lemagne qui approuve cette initiative a déjà promis une assistance technique en matière d'évaluation des risques climatiques pour les entreprises bénéficiaires.

L'agroécologie, le secret de la sécurité alimentaire

À travers ce décaissement de 100 millions d'euros, la BEI met en pratique l'une des recommandations de la COP28 appelant les institutions de financement du développement à investir davantage dans « les systèmes alimentaires et agricoles qui constituent le premier plan de l'action pour le climat », selon l'Organisation des Na-

tions unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Et le Rwanda l'a bien compris ces dernières années en encourageant dans un premier temps les formations à l'agroécologie. Dans la localité orientale de Gahengeri par exemple, 2000 agriculteurs ont déjà été outillés en 2022 sur la gestion des installations de stockage et de séchage ainsi que l'irrigation et le décorticage. C'était dans le cadre d'une démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) de Green Light, la filiale du groupe automobile sud-coréen Hyundai Motor. afrik21.africa

Elections législatives et régionales 2024

A Bassar, les candidats du parti UNIR entre en campagne par des rencontres d'échanges

Démarrée le 13 avril dernier, la campagne électorale pour le double scrutin du 29 avril prochain se poursuit partout dans le pays pour une durée de deux semaines.

A Bassar, les candidats du parti UNIR, ont choisi de commencer cette campagne électorale par des rencontres d'échanges des sages et autres responsables des groupes organisés. Yawanké Waké Gbaté, Bonfoh Loukman, Tchaboré Hatimi, Ouadja Binantifam, Gnandi Kondi, Gaffo Yélé et autres ont eu toute la journée du 13 avril pour échanger avec les responsables des groupes organisés composés de femmes et d'hommes, des

sages des quartiers et ce dans plusieurs localités.

Partout où ils sont passés, l'ambiance de l'accueil et les échanges se sont déroulés dans un esprit convivial avec l'assurance du soutien des populations.

« Nous avons foi en ces candidats qu'UNIR nous a présenté ici dans Bassar. Que ce soit dans la commune 1, commune 2 ou commune 3, ce sont des gens en qui nous avons confiance et nous voterons pour eux. Ils ont notre



soutien, et notre mobilisation de ce jour pour répondre à la rencontre, est déjà un signe fort », a fait savoir un responsable d'association au sortir des échanges

Tout à tour les candidats ont pris la parole, partout où ils sont passés pour adresser le message du parti fraternité, le vivre ensemble, la recherche de la paix, le développement

dans la stabilité, sont entre autres messages qui tiennent à cœur le président fondateur du parti, Faure Gnassingbé, qu'ils ont fait passer.

La campagne s'est poursuivie le dimanche avec les caravanes et autres rencontres de proximité.

Très tôt le matin du dimanche 14 avril, les candidats ont assisté dans la commune de Bassar, à une messe à l'appel du parti, pour les 12 ans d'existence du parti UNIR et pour « rendre grâce à Dieu pour la paix et la sécurité au Togo ».

<https://togodailynews.tg>

Construction des 21 ponts

Le ministère du désenclavement recrute des ingénieurs, techniciens et stagiaires

Au Togo, le gouvernement recrute, dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de construction des 21 ponts ruraux. Le ministère chargé du désenclavement a lancé dans ce sens un appel à candidatures, afin d' enrôler des ingénieurs et techniciens expérimentés en génie civil, ainsi que des ingénieurs stagiaires compétents de nationalité togolaise.

Sont ainsi recherchés pour le compte de la société Matière, titulaire du marché des travaux, des ingénieurs QHSE (Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement), des géomètres et

topographes, des conducteurs de travaux et leurs assistants, ainsi que des assistants aux monteurs de charpente métallique. Soit, un total de 25 postes à pourvoir.

Pour leur part, les stagiaires

une fois recrutés, bénéficieront d'un apprentissage opérationnel sur le terrain et d'un transfert de compétence par des formations spécifiques au cours de l'exécution des travaux.

L'objectif poursuivi par le ministère, est de les solliciter, à la fin de leur contrat, pour servir dans le secteur public ou privé national, afin de contribuer à la construction du pays.

Le recrutement dont les modalités sont consultables en ligne, s'achève le 10 mai prochain.

Pour rappel, la construction de ces 21 ouvrages de franchissement en acier

modulaires mixtes de type Unibridge, doit permettre d'augmenter significativement la productivité agricole du Togo et l'accessibilité des populations aux services socio-économiques de base en milieu rural. Au total, 17 préfectures sont concernées par le projet.

<https://www.republiquetogolaise.com/>

Football /tournoi de la Solidarité entre les villages d'Assoli 3

La sélection de Soudou enlève le trophée

Bafilo, 15 avr. (ATOP) – L'équipe de la sélection de Soudou a remporté le trophée du tournoi de la solidarité entre les villages organisé les 13 et 14 avril à Gbao, village situé à 23 Km au nord-est de Bafilo, dans la commune Assoli 3, en battant la sélection d'Agbébou par 1-0.

Initiié par l'ONG Daroul Cour 'an sous le parrainage du chef de village de Gbao, Ouro-Agoro Aboubakar, ce tournoi vise à renforcer le vivre ensemble, la cohésion sociale et de semer l'amour entre les villages voisins de la commune Assoli 3. Il a pour but également de tisser des liens entre ces villages qui ont les mêmes descendances et les mêmes

dialectes à savoir le Tem, Kabbyè, Peulh et Lamba.

Quatre villages de la commune Assoli 3, notamment, Gbao, Soudou, Agbébou et Gandè ont participé à ce tournoi qui a démarré à l'étape des demi-finales. L'équipe de la sélection d'Agbébou a éliminé la sélection de Gbao en première demi-finale aux tirs au but (5-4) et la sélection de Soudou a pris

le meilleur sur celle de Gbao en deuxième demi-finale (2-1).

L'équipe victorieuse est repartie avec une enveloppe de 100 000 FCFA, un ballon et un trophée. L'équipe perdante a reçu une enveloppe et un ballon. La troisième place est revenue à Gandè qui a reçu une enveloppe et l'équipe de Gbao classée quatrième est repartie également avec une enveloppe. Le directeur exécutif de l'ONG Daroul Cour 'an, Alfa Katakpaou Abdoul Nafiou a indiqué que cette initiative permet d'éviter des conflits ethnique et religieux et raffermir la fraternité entre tous les fils et filles

de ces quatre villages. Il salué la politique de paix et de cohésion sociale du chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui permet aux citoyens de vaquer librement à leur préoccupation. Il a précisé que sans la paix ce tournoi n'aura pas lieu et profité saluer le travail qu'abat les agents des forces de l'ordre et de sécurité jour et nuit pour préserver la paix.

Le chef du village de Gbao, Ouro-Agoro Aboubakar a remercié le directeur exécutif de l'ONG Daroul Cour 'an pour cette initiative. Il a dit que grâce à ce tournoi, les supporters, les joueurs et les curieux

ont foulé le sol de son village qui n'a jamais abrité un tournoi dans le passé. Il a invité les jeunes à la culture de la paix, la cohésion sociale et au vivre ensemble prôné par le chef de l'Etat.

Les agents des forces de l'ordre et de sécurité, les chefs traditionnels des quatre villages, des délégations de Sokodé et de Lomé et foule nombreuse ont assisté à ce tournoi.

L'ONG Daroul Cour 'an est créée en 2008 et a son siège à Sokodé. Elle intervient dans le domaine de l'éducation, du social et de la Santé.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

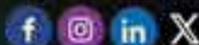
50CL

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION



BB LOWE S.A.
LE LABEL QUALITÉ

www.bblogo.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ **NOUVELLE FORCE DE LA NATURE** ◀